CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 62.884/4
du 21 février 2018

sur

un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant assentiment à : l'Accord de Coopération en matière de Partenariat et de Développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich le 18 février 2017'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 62.884/4
van 21 februari 2018

over

een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'houdende instemming met: de Samenwerkingsovereenkomst inzake Partnerschap en Ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar lidtstaten, enerzijds, en de Islamitische Republiek Afghanistan, anderzijds, gedaan te München op 18 februari 2017'

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

Le 24 janvier 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à : l'Accord de Coopération en matière de Partenariat et de Développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich le 18 février 2017'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 21 février 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc DETROUX et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 février 2018.

*

Op 24 januari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met: de Samenwerkingsovereenkomst inzake Partnerschap en Ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar lidtstaten, enerzijds, en de Islamitische Republiek Afghanistan, anderzijds, gedaan te München op 18 februari 2017'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 21 februari 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 februari 2018.

*

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose que pour chaque « projet d'acte législatif », chaque ministre établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

En vertu de l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres ».

En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos de l'avant-projet d'ordonnance.

Il ressort de ces dispositions que les avant-projets d'ordonnance portant assentiment à des traités ne sont pas dispensés de la formalité du « test genre ». Le modèle de « test genre » annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 impose d'ailleurs, dans sa partie I, C, que les rubriques A et B de la partie I du « test genre » soient complétées pour « [l]a réglementation d'approbation d'accords ou de traités internationaux ».

2. Conformément à l'article 6, §§ 1er et 2, de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale', le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale rend un avis dans les matières relevant de la compétence de la Région et ayant une incidence sur la vie économique et sociale. Aux termes des explications fournies par le délégué du Ministre, cet avis a été demandé mais n'a pas encore été transmis.

3. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de veiller au correct accomplissement de ces deux formalités [1].

‡ S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] En ce sens, voir l'avis n° 61.239/VR donné le 28 mars 2017 sur un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale, 'portant assentiment à l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle Zélande, d'autre part, conclu à Bruxelles le 5 octobre

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

EXAMEN DE L'ACCORD

Dans l'avis n° 61.179/VR donné le 3 mai 2017 sur un avant-projet de décret de la Région flamande 'portant assentiment à l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich le 18 février 2017' [2], les chambres réunies de la section de législation se sont exprimées comme suit :

(traduction)

« PORTÉE DU PROJET

2. L'avant-projet de décret de la Communauté flamande et de la Région flamande soumis pour avis a pour objet de porter assentiment à l'accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan (ci-après : l'Afghanistan), d'autre part, fait à Munich le 18 février 2017, en ce qui concerne la Communauté flamande et la Région flamande.

L'accord est un accord-cadre général limité qui règle la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Afghanistan, d'autre part. En ce qui concerne cette coopération, il s'agit principalement de dispositions-cadre, qui doivent être modalisées ultérieurement et qui concernent la coopération politique, à savoir, la coopération en vue de promouvoir les droits de l'homme, l'égalité entre les hommes et les femmes et la participation de la société civile, la consolidation de la paix et le soutien en faveur de la sécurité internationale (titre II de l'accord), la coopération au développement (titre III), la coopération en matière de commerce et d'investissements (titre IV), la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (titre V), la coopération sectorielle (titre VI) et la coopération régionale (titre VII).

Les parties à l'accord peuvent compléter ce dernier par la conclusion d'accords spécifiques dans tout domaine de coopération relevant du champ d'application de l'accord (article 53.2 de l'accord).

COMPÉTENCE

3. Le groupe de travail Traités mixtes a justement considéré l'accord comme un accord mixte, auquel tant l'autorité fédérale, les communautés et les régions, que la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française doivent donner leur assentiment.

En ce qui concerne les compétences fédérales, on relèvera notamment les dispositions en matière de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (article 9), de lutte contre le terrorisme (article 11), de coopération dans le domaine de la justice et de la police (article 24), de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (article 27), de coopération dans le domaine des migrations (article 28) et de protection consulaire (article 29). En ce qui concerne les compétences des communautés, on notera notamment les dispositions en matière d'éducation, de recherche, de jeunesse et de formation professionnelle (article 38), de culture (article 45) et de politique de l'audiovisuel et des médias (article 47). En ce qui concerne les compétences des régions,

2016', *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2016-2017, n° A-544/1, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61239.pdf.

[2] *Doc. parl.*, Parl. fl., 2016-2017, n° 1270/1, pp.17-23, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61179.pdf.

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

on observera notamment les dispositions en matière de non-prolifération des armes de petit calibre, des armes légères et des autres armes conventionnelles (article 10), d'énergie (article 39), d'agriculture, de développement rural, de bétail et d'irrigation (article 42), d'environnement (article 43) et de certains aspects du transport (article 40).

4. L'accord est signé pour le Royaume de Belgique assorti de la formule suivante :

'Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt'.

Ces formulations doivent s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la Communauté française. Par souci de sécurité juridique, il eût été néanmoins préférable que sa mention expresse en ait été faite dans la formule citée [3-4].

[…]

EXAMEN DE L'ACCORD

6. Les articles 3 et 49 de l'accord prévoient d'instaurer un dialogue politique régulier, qui peut, le cas échéant, avoir lieu au niveau ministériel, ainsi que la création d'un comité mixte.

Compte tenu du caractère mixte de l'accord, ces mécanismes peuvent également porter sur des matières relevant de la compétence des communautés et des régions, de sorte que des accords particuliers devront être conclus en ce qui concerne la représentation et l'engagement de toutes les autorités dans la prise de position lorsque ces mécanismes sont mis en œuvre [5].

[3] *Note de bas de page 2 de l'avis cité :* Ceci nécessite une modification de l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les communautés et les régions 'relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes' (en particulier l'article 8, alinéa 3, et les commentaires correspondants) et des formules de signature arrêtées sur la base de celui-ci par la Conférence interministérielle de la Politique étrangère le 17 juin 1994.

[4] *Note de bas de page 3 de l'avis cité :* Pour sa part, la Commission communautaire commune ne doit pas être explicitement mentionnée, étant donné qu'elle n'a que des compétences limitées sur le plan international et qu'elle n'est notamment pas compétente pour conclure des traités (voir l'article 135 de la Constitution, l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' et l'article 16, § 1er, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles').

[5] *Note de bas de page 5 de l'avis cité :* Comp. avec l'article 81, § 6, de la loi spéciale du 8 aout 1980.

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

En ce qui concerne les organes créés par un accord de coopération conclu par l'Union européenne et ses États membres ou en vertu d'un tel accord, en l'espèce sous la forme d'un comité mixte, le Conseil d'État, section de législation, dans l'avis 53.978/VR [6], a relevé ce qui suit :

'À cet égard, il convient de rappeler qu'il est nécessaire de prévoir en Belgique également les procédures requises en vue d'organiser la prise de position et la représentation de la Belgique au sein du Comité mixte précité et du sous-comité institué par l'article 28 dans le respect des règles répartitrices de compétences nationales.

Conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', la représentation et la prise de position au nom de la Belgique doivent être réglées dans un accord de coopération.

Les accords de coopération actuels du 8 mars 1994 [7] ne procurent pas de base juridique suffisante à pareilles représentation et prise de position, en ce qu'ils ne portent que sur la représentation au sein du Conseil de l'Union européenne. Les accords de coopération concernés ne peuvent pas s'appliquer par simple analogie, dans la mesure où le Comité mixte, certes sur le plan formel, est une expression des relations extérieures de l'Union européenne, mais il est également, sur le plan matériel, expressément compétent pour des matières relevant de la compétence des États membres [8], qui, dans la répartition des compétences en vigueur en Belgique, relèvent ensuite également des compétences (exclusives) des communautés et des régions.

Aussi longtemps qu'un accord de coopération ne prévoit pas de base juridique suffisante à cet effet, la représentation et la prise de position au nom de la Belgique au sein du Comité mixte et du sous-comité doivent faire l'objet d'une concertation entre les gouvernements concernés, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980'.

Certes, la coordination de la prise de position de l'Union européenne et de ses États membres dans des matières relevant de la compétence mixte de l'Union européenne et de ses États membres intervient dans la pratique au sein du Conseil de l'Union européenne et la coordination de la prise de position de la Belgique qui précède a lieu conformément aux règles relatives à la prise de position au sein du Conseil.

Il est à noter toutefois que les décisions prises dans les matières relevant de la compétence des États membres ne sont pas prises, du point de vue juridique, par le Conseil de l'Union européenne, mais par les représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil [9]. Bien que cela soit peut-être plutôt exceptionnel dans la pratique, il n'est pas exclu que des États membres, dans des matières relevant de leur

[6] *Note de bas de page 6 de l'avis cité :* Avis n° 53.978/VR du 7 novembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 4 avril 2014 'portant assentiment à l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, signé à Ulaanbaatar le 30 avril 2013', observation 3.2, *Doc. parl.*, Parl. fl., 2013-2014, n° 2455/1, pp. 37 et 38.

[7] *Note de bas de page 7 de l'avis cité :* Note 2 de l'avis cité : Accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne' et accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions et le Collège réuni de la Commission communautaire commune 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne'.

[8] *Note de bas de page 8 de l'avis cité :* Note 3 de l'avis cité : Voir l'article 62 de l'accord-cadre.

[9] *Note de bas de page 9 de l'avis cité :* T. CORTHAUT et D. VAN EECKHOUTTE, « Legal Aspects of EU Participation in Global Environmental Governance under the UN Umbrella » *in* J. Wouters e.a. (éds.), *The European Union and Multilateral Governance. Assessing EU Participation in United Nations Human Rights and Environmental Fora*, Basingstoke, Palgrave, 2012, (145) 152.

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

compétence, adoptent encore une position nationale au sein des organes institués par un accord de coopération ou en vertu de celui-ci.

Par conséquent, l'absence de règles en la matière, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980, pourrait poser problème. Si un consensus était trouvé entre les autorités compétentes pour une application par analogie de l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne' dans ces matières, mieux vaudrait dans ce cas adapter cet accord de coopération afin d'étendre son champ d'application en ce sens [10] ».

Les mêmes observations valent *mutatis mutandis* pour l'avant-projet d'ordonnance examiné [11].

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE D'ASSENTIMENT

L'auteur de l'avant-projet veillera à déposer sur le bureau du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale le texte de l'accord dans sa version en langue néerlandaise, cette version n'ayant pas été jointe au dossier transmis à la section de législation.

*

[10] *Note de bas de page 10 de l'avis cité :* On peut rappeler que l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État, dans l'avis 53.932/AG, a relevé que cet accord de coopération est lacunaire et obsolète sur divers points, notamment en raison de modifications apportées au cadre institutionnel de l'Union par le Traité de Lisbonne (avis C.E. 53.932/AG du 27 aout 2013 sur une proposition devenue la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième réforme de l'État', *Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2232/3, p. 50, note 1) .

[11] Dans le même sens, voir l'avis n° 62.107/4 donné le 26 septembre 2017 sur l'avant-projet de décret de la communauté germanophone 'portant assentiment à l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich le 18 février 2017', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62107.pdf et l'avis n° 62.409/4 donné le 4 décembre 2017 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich le 18 février 2017, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62409.pdf.

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Volgens artikel 3,·2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 'houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' stelt elke minister voor elk "wetgevend (…) ontwerp" een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

Krachtens artikel 13, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 'houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' "[wordt] de 'gendertest' (...) ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad".

In casu bevat het dossier dat aan de Raad van State overgezonden is geen enkel element waaruit blijkt dat de "gendertest" uitgevoerd is met betrekking tot het voorontwerp van ordonnantie.

Uit die bepalingen vloeit voort dat voorontwerpen van ordonnantie houdende instemming met verdragen niet vrijgesteld zijn van het vormvereiste van de "gendertest". Het model van de "gendertest" dat bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 is gevoegd, schrijft in deel I, C, overigens voor dat de rubrieken A en B van deel I van de "gendertest" moeten worden ingevuld voor "[d]e wettelijke bepaling ter goedkeuring van akkoorden en internationale verdragen".

2. Overeenkomstig artikel 6, §§ 1 en 2, van de ordonnantie van 8 september 1994 'houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' verleent de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een advies in de aangelegenheden die onder de bevoegdheden van het Gewest vallen en een weerslag hebben op het economisch en sociaal leven. Volgens de gemachtigde van de minister is dat advies gevraagd, maar nog niet overgezonden.

‡ Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

3. De steller moet erop toezien dat die twee vormvereisten naar behoren worden vervuld.[1]

ONDERZOEK VAN DE SAMENWERKINGSOVEREENKOMST

In advies 61.179/VR, op 3 mei 2017 gegeven over een voorontwerp van decreet van het Vlaams Gewest 'houdende instemming met de samenwerkingsovereenkomst inzake partnerschap en ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Islamitische Republiek Afghanistan, anderzijds, ondertekend te München op 18 februari 2017',[2] hebben de verenigde kamers van de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

"STREKKING VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest strekt tot het verlenen van instemming met de samenwerkingsovereenkomst inzake partnerschap en ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Islamitische Republiek Afghanistan (hierna: Afghanistan), anderzijds, ondertekend te München op 18 februari 2017 (hierna: de overeenkomst), wat betreft de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest.

De overeenkomst is een beperkte algemene kaderovereenkomst die de samenwerking regelt tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Afghanistan, anderzijds. Wat die samenwerking betreft, gaat het voornamelijk om kaderbepalingen, die nader moeten worden uitgewerkt en die betrekking hebben op de politieke samenwerking, zijnde samenwerking ten behoeve van de mensenrechten, gelijkheid tussen mannen en vrouwen en maatschappelijke organisaties, vredesopbouw en steun voor internationale veiligheid (titel II van de overeenkomst), ontwikkelingssamenwerking (titel III), samenwerking inzake handel en investeringen (titel IV), samenwerking op het gebied van justitie en binnenlandse zaken (titel V), sectorale samenwerking (titel VI) en regionale samenwerking (titel VII).

De verdragspartijen kunnen de overeenkomst aanvullen door het sluiten van specifieke overeenkomsten op elk samenwerkingsgebied dat binnen het toepassingsgebied van de overeenkomst valt (artikel 53.2 van de overeenkomst).

BEVOEGDHEID

3. De overeenkomst is door de Werkgroep Gemengde Verdragen terecht als een gemengde overeenkomst aangemerkt, waarmee zowel de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten, als de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie moeten instemmen.

Wat de federale bevoegdheden betreft, kan onder meer worden gewezen op de bepalingen inzake de bestrijding van de verspreiding van massavernietigingswapens en van chemische, biologische, radiologische en nucleaire risico's (artikel 9), terrorismebestrijding (artikel 11), de samenwerking op het gebied van justitie en politie

[1] Zie in die zin advies 61.239/VR, op 28 maart 2017 gegeven over een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'houdende instemming met de Partnerschapsovereenkomst op het gebied van betrekkingen en samenwerking tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en Nieuw-Zeeland, anderzijds, gedaan te Brussel op 5 oktober 2016', *Parl.St.* Br.Parl. 2016-17, nr. A-544/1, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61239.pdf.

[2] *Parl.St.* Vl.Parl. 2016-17, nr. 1270/1, 17-23, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61179.pdf.

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

(artikel 24), de bestrijding van witwaspraktijken en de financiering van het terrorisme (artikel 27), samenwerking inzake migratie (artikel 28) en consulaire bescherming (artikel 29). Wat de bevoegdheden van de gemeenschappen betreft, kan onder meer worden gewezen op de bepalingen inzake onderwijs, onderzoek, jeugd en beroepsonderwijs (artikel 38), cultuur (artikel 45) en het beleid inzake de audiovisuele sector en de media (artikel 47). Wat de bevoegdheden van de gewesten betreft, kan onder meer worden gewezen op de bepalingen inzake de non-proliferatie van handvuurwapens, lichte wapens en andere conventionele wapens (artikel 10), energie (artikel 39), landbouw, plattelandsontwikkeling, veehouderij en irrigatie (artikel 42), milieu (artikel 43) en aspecten van vervoer (artikel 40).

4. De overeenkomst is voor het Koninkrijk België ondertekend met vermelding van de volgende formule:

> 'Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
>
> Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.
>
> Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.'

Deze bewoordingen moeten zo worden opgevat dat ze ook slaan op de Franse Gemeenschapscommissie, aangezien die ter uitvoering van artikel 138 van de Grondwet bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent. Met het oog op de rechtszekerheid was het echter beter geweest dat dit uitdrukkelijk in de aangehaalde formule was vermeld.[3-4]

(…)

ONDERZOEK VAN DE OVEREENKOMST

6. De artikelen 3 en 49 van de overeenkomst voorzien in de instelling van een regelmatige politieke dialoog, die indien passend op ministerieel niveau kan plaatsvinden, en in de oprichting van een Gemengd Comité.

Gelet op het gemengde karakter van de overeenkomst kunnen die mechanismen ook betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten behoren, zodat bijzondere afspraken zullen moeten worden gemaakt over de vertegenwoordiging en de betrokkenheid van alle overheden bij de standpuntbepaling wanneer die mechanismen worden toegepast.[5]

---

[3] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies:* Hiervoor is een herziening nodig van het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten 'over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen' (meer bepaald artikel 8, derde lid, en de erbij horende toelichting) en van de op basis hiervan door de Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid op 17 juni 1994 vastgestelde ondertekeningsformules.

[4] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies:* De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van haar kant behoort niet uitdrukkelijk te worden vermeld, aangezien ze slechts beperkte bevoegdheden heeft op internationaal gebied en ze met name niet bevoegd is om verdragen te sluiten (zie artikel 135 van de Grondwet, artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' en artikel 16, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen').

[5] *Voetnoot 5 van het geciteerde advies:* Vgl. artikel 81, § 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

Met betrekking tot organen die zijn opgericht bij of krachtens een samenwerkingsovereenkomst gesloten door de Europese Unie en haar lidstaten, in dit geval in de vorm van een Gemengd Comité, heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, in advies 53.978/VR[6] het volgende opgemerkt:

> 'In dit verband moet in herinnering worden gebracht dat het noodzakelijk is om binnen België ook in de nodige procedures te voorzien om de Belgische standpuntbepaling en vertegenwoordiging in het voornoemde Gemengd Comité en het bij artikel 28 opgerichte subcomité te organiseren met respect voor de Belgische bevoegdheidsverdelende regels.
>
> De vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België dienen overeenkomstig artikel 92bis, § 4bis, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' in een samenwerkingsakkoord te worden geregeld.
>
> De huidige samenwerkingsakkoorden van 8 maart 1994[7] bieden geen voldoende juridische basis voor deze vertegenwoordiging en standpuntbepaling aangezien ze enkel betrekking hebben op de vertegenwoordiging in de Raad van de Europese Unie. De betrokken samenwerkingsakkoorden kunnen niet zo maar bij analogie worden toegepast, nu het Gemengd Comité weliswaar formeel een exponent is van de externe betrekkingen van de Europese Unie, maar materieel ook uitdrukkelijk voor aangelegenheden bevoegd is die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren[8], die in de Belgische bevoegdheidsverdeling vervolgens ook behoren tot de (exclusieve) bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten.
>
> Zolang ervoor niet in een voldoende juridische basis bij samenwerkingsakkoord is voorzien, dienen de vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België in het Gemengd Comité en in het subcomité overeenkomstig het bepaalde in artikel 92bis, § 4bis, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 het voorwerp uit te maken van een overleg tussen de betrokken regeringen.'

Weliswaar is het zo dat de coördinatie van de standpuntbepaling van de Europese Unie en haar lidstaten in aangelegenheden die tot de gemengde bevoegdheid van de Europese Unie en haar lidstaten behoren, in de praktijk plaatsvindt binnen de Raad van de Europese Unie, en dat de coördinatie van de Belgische standpuntbepaling hiervoor plaatsvindt overeenkomstig de regels voor de standpuntbepaling in de Raad.

Niettemin moet erop worden gewezen dat de beslissingen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren, juridisch gezien niet door de Raad van de

---

[6] *Voetnoot 6 van het geciteerde advies:* Adv.RvS nr. 53.978/VR van 7 november 2013 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest van 4 april 2014 'houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake een partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Mongolië, anderzijds, ondertekend in Ulaanbaatar op 30 april 2013', opmerking 3.2, *Parl.St.* Vl.Parl. 2013-14, nr. 2455/1, 37-38.

[7] *Voetnoot 7 van het geciteerde advies:* Voetnoot 2 van het aangehaalde advies: Samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie', en samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie'.

[8] *Voetnoot 8 van het geciteerde advies: Voetnoot 3 van het aangehaalde advies:* Zie artikel 62 van de kaderovereenkomst.

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

Europese Unie worden genomen, maar door de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten in de Raad verenigd.[9] Hoewel dit in de praktijk misschien eerder uitzonderlijk is, is het niet uitgesloten dat lidstaten in aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, in de organen opgericht bij of krachtens een samenwerkingsovereenkomst, alsnog nationale standpunten innemen.

Het ontbreken van een regeling ter zake overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan dan ook tot problemen aanleiding geven. Indien er een consensus zou bestaan tussen de bevoegde overheden om het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie' in deze aangelegenheden naar analogie toe te passen, dan wordt dit samenwerkingsakkoord het best aangepast om het toepassingsgebied ervan in die zin uit te breiden.[10]"

Dezelfde opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor het voorliggende voorontwerp van ordonnantie.[11]

[9] *Voetnoot 9 van het geciteerde advies:* T. CORTHAUT en D. VAN EECKHOUTTE, "Legal Aspects of EU Participation in Global Environmental Governance under the UN Umbrella" in J. WOUTERS e.a. (eds.), *The European Union and Multilateral Governance. Assessing EU Participation in United Nations Human Rights and Environmental Fora*, Basingstoke, Palgrave, 2012, (145) 152.

[10] *Voetnoot 10 van het geciteerde advies:* Er kan aan worden herinnerd dat de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, er in advies 53.932/AV op gewezen heeft dat dit samenwerkingsakkoord op verschillende punten lacunair en achterhaald is, onder meer door wijzigingen aan het institutionele kader van de Unie doorgevoerd door het Verdrag van Lissabon (adv.RvS 53.932/AV van 27 augustus 2013 over een voorstel dat geleid heeft tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming', *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/3, 50, voetnoot 1).

[11] Zie in dezelfde zin advies 62.107/4, op 26 september 2017 gegeven over een voorontwerp van decreet van de Duitstalige gemeenschap 'houdende instemming met de Samenwerkingsovereenkomst inzake partnerschap en ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Islamitische Republiek Afghanistan, anderzijds, gedaan te München op 18 februari 2017, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62107.pdf, en advies 62.409/4, op 4 december 2017 gegeven over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met de Samenwerkingsovereenkomst inzake partnerschap en ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en de islamitische Republiek Afghanistan, anderzijds, gedaan te München op 18 februari 2017', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62409.pdf.

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSORDONNANTIE

De steller van het voorontwerp moet ervoor zorgen dat de Nederlandse tekst van de overeenkomst bij het bureau van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt ingediend, aangezien die tekst niet bij het dossier is gevoegd dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Charles-Henri VAN HOVE

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Martine BAGUET

‡LW-AJDSIDDBA-GCIIEVT‡